

# LEUR FASCISATION CREVE LES YEUX! MANIFESTONS LE 12 JUIN POUR NOS LIBERTES!

La multiplication des actes politiques « glaçants », pour citer le mot d'Audrey Pulvar au sujet de la manifestation policière, immédiatement menacée par le Ministre de l'Intérieur, est particulièrement nette ces dernières semaines, au point qu'on peut se demander à quoi joue réellement la Macronie.

Dans la même période, le gouvernement interdit une manifestation parisienne de soutien au peuple palestinien qui subit un nouveau déchaînement militaire de la part de l'entité sioniste, et Darmanin participe à une manifestation policière factieuse qui s'en prend directement à la Justice française et joue les gros bras devant le Parlement.

La France a été, de fait, le seul pays à interdire un soutien à la Palestine, quand il s'est exprimé partout ailleurs dans le monde, jusqu'en Israël même ! Dans le même temps, une grande manifestation policière fortement teintée de brun, vue l'omniprésence des courants fascistes de ce pays, du syndicat Alliance au RN en passant par Zemmour et autres « intellectuels » d'extrême droite islamophobe, a ouvert ses rangs à l'arrogant et ambitieux Ministre Darmanin, celui qui disait il y a peu sur un plateau télé à Marine Le Pen qu'elle était « trop molle » en matière de sécurité...

Nous avons d'ailleurs pu mesurer à quel point il s'agissait d'une démonstration de force « politique » à l'absence remarquée de la CGT Intérieur (dont Darmanin vient d'ailleurs de licencier illégalement le secrétaire général), qui a refusé la manipulation d'un appel qui concernait initialement un simple hommage à Eric Masson, policier mort récemment.

L'Elysée et le gouvernement ont visiblement pris goût à une forme de « conseil de guerre » excluant systématiquement des décisions politiques les parlementaires, avec la crise sanitaire qu'ils ont géré si lamentablement ... mais d'une main de fer (on se rappelle du musicien tabassé par des policiers déchaînés, dans son studio et sous des caméras, au seul motif qu'il n'avait pas de masque dans la rue en rentrant chez lui). Leur déchaînement actuel, à tous points de vue, crève les yeux. La parution publique, dans un journal à large diffusion, d'une tribune putschiste de hauts gradés fascistes à la retraite très influents au sein de la

prétendue « grande muette », aurait-elle pu advenir aussi impunément il y a seulement quelques années ?

Ces signes ne sont pas fortuits : Ils découlent d'une politique sécuritaire et discriminatoire extrêmement dangereuse, flanquée de lois bien concrètes : la loi « sécurité » (qui allait tellement loin dans l'impunité policière qu'elle vient d'être retoquée par le Conseil Constitutionnel) et la loi contre les « séparatismes », qui constitue un arsenal particulièrement agressif et stigmatisant contre un « ennemi intérieur » fantasmé, les musulmans de ce pays. Ils trouvent aussi leur origine dans le régime présidentiel autoritaire de la Vème République gaulliste.

Bref, nos Droits Démocratiques, qui – rappelons-le- furent conquis par nos luttes et non offerts par les puissants, reculent... pendant que Macron et son gouvernement se « radicalisent à droite » (euphémisme) : soutien aux putschistes fascistes qui ont renversé Evo Morales en Bolivie, soutien au gouvernement hyperrépressif qui mitraille son peuple en Colombie, soutien aux terroristes anti Maduro au Venezuela, soutien au « dissident » raciste Navalny en Russie, au néonazis pro-UE ukrainiens ou au « dissident » nazi Protashevich au Belarus... et peut être surtout, soutien sans faille au gouvernement d'extrême droite israélien qui bombarde impunément les palestiniens quand bon lui semble.

Les « amis » de Macron à l'international sont à l'image de ses propres options politiques sur les plans intérieur et extérieur, depuis la répression sanglante, dénoncée à l'étranger, des manifestations populaires des Gilets Jaunes depuis trois ans, et ce n'est qu'un exemple. Depuis la poursuite résolue des opérations meurtrières de la francAfrique au Mali, au Sahel également...

C'est à ses fruits qu'on reconnaît l'arbre. Et l'arbre, ici, porte un nom précis. C'est la fascisation. Ce terme, contrairement à son apparence, n'est pas équivoque : il s'agit d'un processus de long terme, qui du reste n'a pas commencé avec Macron, mais qui, sous nos yeux, s'accélère. Ce dernier n'est certes pas encore un « fasciste » au sens propre, mais il poursuit un processus offensif de répression et de tentative de dérivation de la colère populaire quand celle-ci se renforce, et qui peut quand « les

circonstances l'exigent », sous la forme d'un « état d'urgence » par exemple, déboucher sur le fascisme.

C'est Hindenburg et des magnats très « démocratiques » de la finance allemande qui ont installé Hitler au Pouvoir. Ce sont des financements anglais et français qui ont aidé Mussolini à prendre le pouvoir. Ce sont notoirement les Etats-Unis, « grande démocratie », qui ont assassiné le président élu Allende pour le remplacer par le fasciste Pinochet. Les exemples de ce genre ne manquent pas. Il est donc absurde d'opposer comme des « contraires » le fascisme d'une part et la « démocratie libérale » de l'autre : Toute l'histoire du 20<sup>ème</sup> siècle l'a déjà confirmé.

Souvenons-nous que ce sont bien des grands patrons qui ont dressé la menace cagoularde contre la montée en puissance du mouvement ouvrier avant la victoire du Front Populaire. Les mêmes, au nom d'un « plutôt Hitler que le Front Populaire », ont fini par mettre Pétain au pouvoir après une « étrange défaite » face à la Wehrmacht. Chaque fois, ils ont défait les droits démocratiques un moment concédés face au mouvement ouvrier organisé menaçant leurs intérêts. Chaque fois ils ont construit un ennemi de l'intérieur pour détourner la colère. Chaque fois ils ont tenté de briser la résistance syndicale et de museler l'opposition politique.

Nous vivons une crise économique et sociale que plus personne ne conteste, et la tentation de criminaliser tout mouvement populaire est grande à l'Elysée et au MEDEF, comme dans les salons de Bruxelles. Si nous ne réagissons pas, si nous refusons de comprendre que la période n'admet pas la division dans nos rangs, si nous ne montrons pas notre unité face à ce processus de fascisation déjà bien entamé et qui s'accélère aujourd'hui, nous désarmerons notre camp contre la menace fasciste, incarnée par le RN, les « identitaires », la LDJ et autres milices, exploitée par LERM et ses satellites LR et PS. Il est plus que temps de dire stop à un pouvoir aux abois qui cherche à brouiller les pistes pour passer à l'attaque ! C'est ainsi que tous ensemble, nous reprendrons l'offensive ! L'ensemble de notre camp social et politique antilibéral doit s'unir pour ne plus subir !

